



**Rapport du Commissaire Aux Comptes
Sur les comptes Annuels**

Exercice clos au 31/12/2024

CPEAGL
25 Avenue George Pompidou
30900 NIMES
RCS Nîmes : 775 915 309

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos au 31/12/2024

A l'assemblée,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.P.E.A.G.L. relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association C.P.E.A.G.L. à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons procédé plus particulièrement à l'analyse et la mise à jour le contrôle interne qui concourent à la formalisation de l'enregistrement comptable des achats, de la trésorerie et des fonds reçus au titre des financements des tiers financeurs. Nous estimons que les résultats de ces diligences sont concluants sur la capacité de la société à produire des comptes conformes aux dispositions réglementaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association C.P.E.A.G.L. à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à AVIGNON, le 30 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

ALLIANCE EXPERT AUDIT, représenté par

Christophe TICHADOU

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Christophe Tichadou, the representative of Alliance Expert Audit.

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	29 221	26 677	2 543	4 281
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	183 645	19 590	164 055	165 237
Constructions	4 458 550	3 291 669	1 166 881	1 233 398
Installations techniques, matériel et outillage	118 756	108 950	9 806	9 049
Autres immobilisations corporelles	1 603 261	1 144 678	458 583	406 834
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				2 400
BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées	30 119		30 119	29 646
Autres immobilisations financières	10 974		10 974	9 545
<u>TOTAL I</u>	<u>6 434 525</u>	<u>4 591 564</u>	<u>1 842 961</u>	<u>1 860 391</u>
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	350 363		350 363	163 189
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	136 986		136 986	97 979
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	73 184		73 184	63 140
Disponibilités	5 873 825		5 873 825	5 414 091
Charges constatées d'avance	24 744		24 744	32 380
<u>TOTAL II</u>	<u>6 459 101</u>		<u>6 459 101</u>	<u>5 770 779</u>
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<u>TOTAL III</u>				
TOTAL DE L'ACTIF	12 893 626	4 591 564	8 302 062	7 631 170

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	25 382	25 382
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	2 686 726	2 500 758
Autres réserves		
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	1 894 998	1 320 327
Report à nouveau propre	161 413	159 035
Résultat de l'exercice	14 707	763 016
SITUATION NETTE	4 783 225	4 768 518
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	48 010	
Provisions règlementées	984 543	922 723
<u>TOTAL I</u>	<u>5 815 778</u>	<u>5 691 241</u>
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	4 800	
<u>TOTAL II</u>	<u>4 800</u>	
PROVISIONS		
Provisions pour risques	17 191	
Provisions pour charges	343 788	370 849
<u>TOTAL III</u>	<u>360 979</u>	<u>370 849</u>
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	373 414	347 474
Emprunts et dettes financières diverses	581	581
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	492 514	70 201
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 224 993	1 122 864
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	29 003	27 960
Produits constatés d'avance		
<u>TOTAL IV</u>	<u>2 120 505</u>	<u>1 569 080</u>
COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL DU PASSIF	8 302 062	7 631 170

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	240	480	-240
Ventes de Biens et services	12 442	13 642	-1 201
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	12 208 531	11 113 238	1 095 293
Ressources liées à la générosité du public			
Contributions financières	5 000		5 000
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	75 215	104 698	-29 483
Transfert de charges			
Utilisation des fonds dédiés	200		200
Autres produits	27 524	23 673	3 852
<u>Produits d'exploitation</u>	<u>12 329 152</u>	<u>11 255 731</u>	<u>1 073 421</u>
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	3 809 443	2 740 195	1 069 249
Aides financières			
Impôts et taxes	666 996	619 045	47 951
Salaires et Traitements	5 294 863	4 849 065	445 797
Charges sociales	2 197 687	2 042 300	155 387
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	278 796	220 438	58 358
Dotations aux provisions	65 345	8 559	56 786
Report en fonds dédiés	5 000		5 000
Autres charges	966	7 468	-6 502
<u>Charges d'exploitation</u>	<u>12 319 096</u>	<u>10 487 070</u>	<u>1 832 027</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 056	768 661	-758 605
Produits financiers	54 865	39 656	15 209
Charges financières	9 720	6 522	3 198
<u>Résultat financier</u>	<u>45 145</u>	<u>33 134</u>	<u>12 010</u>
RESULTAT COURANT	55 201	801 795	-746 595
Produits exceptionnels	32 031	47 564	-15 533
Charges exceptionnelles	66 207	82 220	-16 013
<u>Résultat exceptionnel</u>	<u>-34 176</u>	<u>-34 656</u>	<u>480</u>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	6 318	4 123	2 195
EXCEDENT OU DEFICIT	14 707	763 016	-748 310
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- Règles et méthodes comptables
- Analyse des résultats
- Résultats administratifs
- Analyse des reports à nouveau
- Tableau des immobilisations
- Tableau des amortissements
- Tableau des fonds propres
- Tableau des réserves et provisions
- Valeurs mobilières de placement
- Suivi des fonds dédiés
- Suivi des subventions d'investissement
- Etat des créances et dettes
- Produits à recevoir
- Charges à payer
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges et produits exceptionnels
- Concours publics et subventions
- Honoraires de commissariat aux comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social de l'entité, de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

L'Association dite C.P.E.A.G.L., fondée le 10 juillet 1936, a pour but de protéger des mineur-e-s et de jeunes majeur-e-s en danger ou qui peuvent être confronté-e-s à des difficultés sociales et psychologiques.

Son action peut être éducative, sociale, médicale ou paramédicale. Elle s'inscrit dans des dispositifs de protection de l'enfance et se concrétise au sein des structures de l'association dans l'exercice des mesures de prévention et de protection administratives, d'assistance éducative, d'actions thérapeutiques et pédagogiques.

L'association peut répondre directement ou en participation, notamment avec d'autres associations, à toute question sociale ou médico-sociale par des projets innovants ayant un lien même indirect avec l'enfance et l'adolescence.

Son action s'exerce en dehors de toute préoccupation d'origine politique, philosophique ou confessionnelle, dans le respect de la laïcité.

Sa durée est illimitée.

Description des moyens mis en œuvre

Association loi 1901, le Comité de Protection de l'Enfance et de l'Adolescence Gard-Lozère œuvre pour toute action orientée vers l'intérêt de l'enfant, qu'elle soit éducative, pédagogique, médicale ou sociale. Elle regroupe des membres bénévoles sans préoccupation d'ordre philosophique, politique ou religieux.

Elle est habilitée à gérer des établissements agréés ou conventionnés par l'Etat ou les collectivités locales. Elle élabore des projets à destination des bénéficiaires, et dispose d'un personnel qualifié qui participe à leur mise en œuvre. C'est une association qui s'inscrit pleinement dans l'économie sociale et solidaire dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Elle vise des modes de gestion démocratiques et participatifs, un encadrement strict de l'utilisation des résultats où le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis dans les actions associatives au bénéfice des enfants et des adolescents.

Le C.P.E.A.G.L. fort de ses 88 ans d'expérience dans le domaine de la Protection de l'Enfance et de l'Adolescence, gère 5 établissements établis sur 11 sites dans le Gard et en Lozère, accompagne près de 1 300 enfants et emploie 167 salariés (154,66 ETP).

Son action s'inscrit dans les dispositifs de protection de l'enfance et du secteur médico-social. Elle se concrétise au sein des établissements et services du CPEAGL par :

- L'exercice de mesures de prévention, de protection administrative et judiciaire en milieu ouvert, d'investigation éducative, en faveur de mineurs en situation de danger
- L'accueil d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance au sein d'une Maison d'enfants à caractère social
- Des actions thérapeutiques, éducatives et pédagogiques menées par le dispositif ITEP en faveur de jeunes présentant des difficultés psychologiques dont l'expression perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages.

Les recettes annuelles de l'Association se composent :

- Du revenu de ses biens,
- Des cotisations des membres assujettis à cette cotisation,
- Des subventions de l'Etat, des Régions, des Départements, des Communes, des Etablissements Publics et plus généralement de toute collectivité locale ou structure nationale ou européenne,
- Du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé en cours d'exercice,
- Des ressources créées à titre exceptionnel telles que quêtes, tombolas, loteries, etc... s'il y a lieu, avec autorisation des autorités compétentes,
- Des aides des Entreprises,
- De toute autre ressource autorisée par la Loi,
- Des produits financiers de ses placements.

2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

3/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels	4 à 5 ans
- Agencements et aménagements des terrains	20 ans
- Constructions (composants)	7 à 70 ans
- Agencements et aménagements des constructions	5 à 25 ans
- Matériel et outillage	1 à 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 12 ans
- Mobilier	5 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

5/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 20 Décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Gestion contrôlée : Présentation

7/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont comptabilisés au passif du bilan dans le compte 15300000000 Provisions pour pensions. Ils sont valorisés selon la méthode suivante : totalité des indemnité y compris les charges sociales à verser dans les 5 prochains exercices.

Certaines Autorités de tarification affectent également les résultats au compte 1150364000 Excédents affectés aux mesures d'exploitation retraite.

ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE	2 725,04			
I.T.E.P. LE GREZAN				118 707,52
S.E.S.S.A.D. LE GREZAN			95 260,56	
A.E.M.O. 30			107 006,28	
A.E.M.O. 48			101 866,70	
S.I.E.			4 917,88	
COLIBRIS				178 362,08
TOTAUX	2 725,04		309 051,42	297 069,60

RESULTATS ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE ANTERIEUR + RCA	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
I.T.E.P. LE GREZAN	-118 707,52	138 967,51	16 300,20	36 560,19
S.E.S.S.A.D. LE GREZAN	95 260,56		3 050,36	98 310,92
A.E.M.O. 30	107 006,28	272 834,42	-977,97	378 862,73
A.E.M.O. 48	101 866,70	31 056,00	3 222,93	136 145,63
S.I.E.	4 917,88	33 979,33	-4 664,31	34 232,90
COLIBRIS	-178 362,08		18 886,66	-159 475,42
TOTAUX	11 981,82	476 837,26	35 817,87	524 636,95

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
R.A.N. PROPRE GESTION PROPRE I.T.E.P. LE GREZAN S.D.R. REJETS DE CHARGES I.T.E.P. LE GREZAN S.I.E. RESULTAT EN ATTENTE A.E.M.O. 30 A.E.M.O. 48 S.I.E. COLIBRIS EXCEDENTS AFF. AUX MESURES D'EXPLOITATION I.T.E.P. LE GREZAN A.E.M.O. 30 A.E.M.O. 48 S.I.E. P.C.D. CONGES PAYES I.T.E.P. LE GREZAN A.E.M.O. 30 A.E.M.O. 48 S.I.E. COLIBRIS	219 411,16	1 857,32 45 621,20 10 520,00	607 729,45 31 181,36 80 710,27 622 480,30 559 266,96 514 829,42 55 056,22 10 231,48	154 601,27 301 964,63 54 626,11 57 758,59 17 537,17
TOTAUX	219 411,16	57 998,52	2 481 485,46	586 487,77

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	29 220,91				29 220,91
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	29 220,91				29 220,91
Terrains	183 645,00				183 645,00
Constructions sur sol propre	3 710 349,91	26 539,44		2 400,00	3 739 289,35
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	628 356,05	6 384,00	9 276,54		625 463,51
Install. techniques, Matériel et outillage	114 475,25	4 280,26			118 755,51
Install. générales, agencements divers	93 797,03				93 797,03
Matériel de transport	637 430,26	103 448,00	35 120,20		705 758,06
Matériel de bureau et informatique	509 041,82	111 691,31	5 007,30		615 725,83
Mobilier	272 461,72	9 314,91			281 776,63
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes	2 400,00			-2 400,00	
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	6 151 957,04	261 657,92	49 404,04		6 364 210,92
Participations et créances rattachées	29 646,00	472,75			30 118,75
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immob. financières	9 545,25	1 457,28	28,22		10 974,31
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	39 191,25	1 930,03	28,22		41 093,06
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 220 369,20	263 587,95	49 432,26		6 434 524,89

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	24 940,00	1 737,46			26 677,46
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	24 940,00	1 737,46			26 677,46
Aménagement terrains	18 407,54	1 182,25			19 589,79
Constructions sur sol propre	2 680 296,22	77 909,26			2 758 205,48
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	425 654,25	21 095,40	7 083,21		439 666,44
Install. techniques, Matériel et outillage	105 425,76	3 523,81			108 949,57
Install. générales, agencements divers	93 154,52	642,51			93 797,03
Matériel de transport	354 399,58	98 297,89	35 120,20		417 577,27
Matériel de bureau et informatique	418 916,28	65 077,74	5 007,30		478 986,72
Mobilier	238 784,08	9 329,85			248 113,93
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	4 335 038,23	277 058,71	47 210,71		4 564 886,23
TOTAL AMORTISSEMENTS	4 359 978,23	278 796,17	47 210,71		4 591 563,69

TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	25 381,57				25 381,57
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre					
Réserves gestion contrôlée	2 500 758,07	-20 942,63	206 910,58		2 686 726,02
Report à nouveau gestion propre	159 034,73	2 377,91			161 412,64
Report à nouveau gestion contrôlée	1 320 327,12	781 581,15		206 910,58	1 894 997,69
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	2 377,91	-2 377,91	2 725,04		2 725,04
Gestion contrôlée	760 638,52	-760 638,52	309 051,42	297 069,60	11 981,82
SITUATION NETTE	4 768 517,92		518 687,04	503 980,18	4 783 224,78
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement			61 988,79	13 978,91	48 009,88
Provisions réglementées	922 723,33		64 013,43	2 193,33	984 543,43
TOTAL FONDS PROPRES	5 691 241,25		644 689,26	520 152,42	5 815 778,09

TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	744 635,53	55 250,09		799 885,62
- Trésorerie	499 499,45			499 499,45
- Compensation des déficits	426 947,66	32 250,49		459 198,15
- Compensation des amortissements	829 675,43	119 410,00	20 942,63	928 142,80
Autres réserves				
TOTAL RESERVES	2 500 758,07	206 910,58	20 942,63	2 686 726,02
Couverture du B.F.R.	192 750,59			192 750,59
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	729 972,74	64 013,43	2 193,33	791 792,84
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	922 723,33	64 013,43	2 193,33	984 543,43
Provisions pour litiges		17 191,08		17 191,08
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (E.S.A.T.)				
Provisions pour départ retraite	365 013,90	48 153,93	75 214,92	337 952,91
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour risques et charges	5 834,70			5 834,70
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	370 848,60	65 345,01	75 214,92	360 978,69
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours				
- Comptes clients et usagers				
- Autres				
TOTAL DEPRECIATION				
TOTAL PROVISIONS	1 293 571,93	129 358,44	77 408,25	1 345 522,12

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
UNIFED EPARGNE HORIZON	63 140,29	10 043,29		73 183,58
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES	63 140,29	10 043,29		73 183,58

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
UNIFED EPARGNE HORIZON	73 183,58	76 875,20	3 691,62	
PLUS ET MOINS VALUES LATENTES	73 183,58	76 875,20	3 691,62	

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE				

SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
		A	B	C	D=A+B-C	
<u>Contributions financières autorités de tarification</u>						
Sous-total :						
<u>Subventions d'exploitation</u>						
Sous-total :						
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>						
Crédit Coopératif - Prix inspiration	5 000,00		5 000,00	200,00	4 800,00	
Sous-total :	5 000,00		5 000,00	200,00	4 800,00	
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Sous-total :						
Total	5 000,00		5 000,00	200,00	4 800,00	

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D=A+B-C
SEGUR NUMERIQUE ARS		61 988,79		61 988,79
TOTAL		61 988,79		61 988,79
TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D=A+B-C
SEGUR NUMERIQUE ARS		13 978,91		13 978,91
TOTAL		13 978,91		13 978,91

ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		10 974,31	7 822,58	1 577,09	1 574,64
Débiteurs et comptes rattachés		350 362,51	350 362,51		
Autres créances		136 986,31	136 986,31		
Charges constatées d'avance		24 743,52	24 743,52		
TOTAL CREANCES		523 066,65	519 914,92	1 577,09	1 574,64
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		373 414,40	41 531,96	119 264,98	212 617,46
Emprunts et dettes financières diverses (1)		581,00	581,00		
Fournisseurs et comptes rattachés		492 513,50	492 513,50		
Dettes fiscales et sociales		1 224 993,28	1 224 993,28		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		29 003,22	29 003,22		
Produits constatés d'avance					
TOTAL DETTES		2 120 505,40	1 788 622,96	119 264,98	212 617,46
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		64 740,00		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		38 852,06		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		373 414,40		

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations

2. Autres immobilisations

3. Créances usagers et comptes rattachés

7 896,03

4. Autres créances

1 461,89

5. Valeurs mobilières de placement

6. Disponibilités

TOTAL**9 357,92**

CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	982,62
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 959,17
6. Dettes fiscales et sociales	752 937,32
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	
TOTAL	805 879,11

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	24 743,52
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
TOTAL	24 743,52
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
TOTAL	

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 193,33
Dotations aux amortissements et provisions	64 013,43
TOTAL	66 206,76
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	29 837,51
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 193,33
TOTAL	32 030,84
<u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u>	
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	
VALEUR NETTE COMPTABLE DES ACTIFS CEDES	2 193,33
DOT. PROVISION REGLEMENTEE PRODUITS FINANCIERS	48 154,83
DOT. PROVISION REGLEM. PLUS VALUE ACTIF IMMOB.	15 858,60
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>	
PRODUITS DE CESSIONS DES ACTIFS CEDES	15 858,60
QUOTE-PART SUBVENTION INVEST. AU RESULTAT	13 978,91
REPRISE PROV. REGL. PV IMMOBILISATIONS	2 193,33

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics À la charge de l'Assurance maladie À la charge de la P.J.J. À la charge du Département À la charge des Caisses d'Allocations Familiales À la charge d'autres financeurs	3 484 970,31 799 067,00 7 915 471,48
. Subventions d'exploitation Union Européenne État Région Département Collectivités territoriales Établissements publics à caractère administratif P.J.J. A.R.S.	5 840,00 3 182,40
. Subventions d'investissement Union Européenne État Région Département Collectivités territoriales Établissements publics à caractère administratif Établissements publics à caractère industriel et commercial A.R.S.	61 988,79
TOTAL	12 270 519,98

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2024	19 169,02		19 169,02
TOTAL	19 169,02		19 169,02